

Le Canada n'a pas besoin de renforcer les gouvernements provinciaux; il a plutôt besoin de renforcer le gouvernement fédéral, et je déplore le fait que l'Accord du lac Meech pourrait entraîner un élargissement des pouvoirs des provinces au détriment des pouvoirs du gouvernement fédéral.

Je pense que la disposition selon laquelle toute modification majeure de la Constitution requiert le consentement unanime de toutes les provinces est irréaliste. Nous avons vu comment une disposition semblable a paralysé notre grand voisin du sud, et encore, les conditions régissant la modification de leur Constitution sont loin d'être aussi rigoureuses que le seraient les nôtres si nous ratifions l'Accord du lac Meech.

J'ai trouvé très intéressants les propos du sénateur Beaudoin au sujet de la réforme du Sénat, il y a quelques minutes, et je le félicite pour l'analyse approfondie qu'il a faite de cette importante question. Je ne suis pas entièrement d'accord avec toutes ses positions, mais il a avoué qu'il n'était pas inflexible et qu'il était disposé à les reconsidérer. Je pense cependant que nous devrions réfléchir davantage à l'une de ses réflexions, soit celle qui disait qu'il y avait peu de chances qu'on entreprenne une réforme du Sénat si l'Accord du lac Meech n'était pas ratifié. Je soutiens que c'est exactement le contraire, qu'avec l'accord du lac Meech en place qui exige le consentement unanime de toutes les provinces concernant tout ce qui a un rapport important avec la Constitution du Canada—ou, de fait, les très nombreux aspects des relations fédérales-provinciales—il sera extrêmement difficile d'obtenir l'approbation du genre de réforme du Sénat dont il a fait mention. Je reprends donc l'argument du sénateur Beaudoin dans l'autre sens. Je voudrais débattre cette question plus longtemps, mais je parle aujourd'hui de l'accord du lac Meech et je ne veux pas que mes remarques se transforment en une analyse de la réforme du Sénat.

Je voudrais ajouter, même si c'est moins important que ce que je viens de dire, qu'il faut déplorer le genre de négociations qui ont mené à la rédaction du document qui constitue l'accord du lac Meech—un affrontement précipité—et ce fut un affrontement, entre le premier ministre du Canada et les dix premiers ministres provinciaux, qui a duré jusqu'aux petites heures du matin, du moins à une ou deux occasions, et qui a mené alors à un accord forcé, c'est peut-être un mot trop fort, mais à un accord qui, à mon avis, n'a pas été suffisamment ou soigneusement analysé et médité. Si nous comparions la situation à une partie de hockey, je serais porté à dire que les dix premiers ministres provinciaux jouaient pour les provinces, que le premier ministre du Canada agissait comme arbitre et que personne ne représentait l'Équipe Canada.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Hicks: Il me semble qu'on n'a pas suffisamment tenu compte de la position et des pouvoirs du gouvernement fédéral dans les discussions qui ont mené à l'Accord du lac Meech. J'espère qu'il sera repensé et modifié.

Ceci m'amène, bien sûr, au prochain point: le premier ministre actuel et ses ministres, y compris, je regrette de le dire, le leader du gouvernement au Sénat, semblent penser

qu'on ne peut apporter aucun changement à cet accord. Par conséquent, ils proposent—et ça me semble stupide—qu'il soit adopté et ratifié tel quel, quitte à conclure un accord parallèle pour en corriger les faiblesses, mais personne n'a jamais précisé en quoi consisterait un tel accord parallèle. Je n'approuve pas cette démarche. Je trouve ridicule qu'on exige que l'accord soit adopté exactement sous sa forme actuelle ou abandonné.

Cela m'amène à parler de certains propos—tenus encore une fois surtout par le premier ministre mais aussi par certains autres ministres—qui équivalent en réalité à menacer les Canadiens en faisant appel au nationalisme québécois et à soutenir qu'à moins que l'Accord du lac Meech ne soit adopté exactement tel qu'il est, le Canada va éclater.

Un très bon article a paru dans la *Montreal Gazette* du 29 décembre 1989 sous la plume de William Johnson. Sous le titre: «Mulroney attise le séparatisme québécois», l'auteur écrit:

Brian Mulroney tente-t-il délibérément de détruire le Canada? Ce n'est pas là une simple question oratoire. J'aimerais qu'elle le soit.

Le premier ministre du Canada se comporte de façon si insouciance, si destructive pour l'unité nationale, qu'il semble que l'on pourrait le mieux résumer sa politique par la formule: «Après moi le déluge».

Ou, plus clairement: Je veux le vote nationaliste québécois, peu importent les conséquences.

J'espère que telle n'est pas l'attitude de notre premier ministre, mais Johnson est certes un journaliste responsable.

Je trouve une raison de plus de m'inquiéter dans la lettre que Michael D. Behiels, directeur du département d'histoire de l'Université d'Ottawa, a adressée le 7 janvier au rédacteur en chef du *Ottawa Citizen*. Il félicite Johnson pour la position qu'il a prise dans l'article de la *Gazette* de Montréal que je viens de citer. Il termine par ces mots:

Il est inconvable et inacceptable qu'un premier ministre du Canada aide à formuler et à répandre une interprétation des événements récents qui attise la flamme du séparatisme québécois. L'Accord du lac Meech tente de constitutionnaliser cette interprétation déformée des réalisations constitutionnelles récentes, et il faut le rejeter.

Avant que la situation ne dégénère en affrontement ouvert et ultimement destructeur entre le nationalisme québécois et le nationalisme Canadien, le premier ministre doit envisager une autre stratégie que celle d'user et d'abuser de l'histoire.

● (1700)

J'espère que les deux extraits que je viens de lire noircissent le tableau, mais je crains parfois que ce ne soit pas le cas. Quant aux appels au nationalisme québécois, je le répète, dans l'esprit de certains Canadiens d'autres régions, dont je suis, ces appels reviennent à prévenir les Canadiens anglophones que, s'ils ne font pas exactement ce que leur dit le premier ministre, d'une façon ou d'une autre, le Canada va éclater. Or, je n'y crois absolument pas et je suis certain qu'une grande partie de l'opinion—y compris au Québec—n'y croit pas non plus.